



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

CHAUMONT, le 17 mars 2026

Nos réf. : SHM/AV/MT n° 26-080

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

3P - Produits Plastiques Performants

Z.I. Les Franchises - 52200 LANGRES

Code AIOT : 0005701330

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04 mars 2026 dans l'établissement 3P - Produits Plastiques Performants implanté Z.I. Les Franchises - 52200 LANGRES. L'inspection a été annoncée le 16 février 2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Soumis à l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, l'exploitant a réalisé ses trois campagnes de mesures PFAS dans son rejet eaux de process. Ces campagnes ont eu lieu les 26 septembre, 17 octobre et 29 novembre 2023.

Les résultats montraient pour les trois campagnes la détection d'AOF et de substances PFAS. Suite à la visite d'inspection du 22 janvier 2024, l'inspection des installations classées a demandé, par arrêté préfectoral complémentaire n° 52-2024-04-00104 du 23 avril 2024, de mettre en œuvre un plan d'actions visant à investiguer et identifier la source et l'origine de la présence de ces substances dans le rejet aqueux.

Aussi, l'inspection des installations classées a procédé à une nouvelle inspection le 4 mars 2026 afin de prendre connaissance des éléments obtenus dans le cadre du plan d'actions demandé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- 3P - Produits Plastiques Performants
- Z.I. Les Franchises - 52200 LANGRES
- Code AIOT : 0005701330
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société 3P produit des plastiques pour les secteurs industriels de l'automobile, de l'aviation et du ferroviaire notamment. Les plastiques produits doivent disposer de caractéristiques mécaniques particulières en fonction de leur usage.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Réduction des rejets aqueux de PFAS
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en œuvre du plan d'actions	AP Complémentaire du 24/04/2024, article 1 – point 1	Sans objet
2	Mise en œuvre du plan d'actions	AP Complémentaire du 24/04/2024, article 1 -point 2	Sans objet
3	Mise en œuvre du plan d'actions	AP Complémentaire du 24/04/2024, article 1 -point 3	Sans objet
4	Mise en œuvre du plan d'actions	AP Complémentaire du 24/04/2024, article 1 -point 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater les diverses mesures mises en œuvres par l'exploitant. Les résultats obtenus ne permettent pas d'identifier avec certitude la source d'émission PFAS. Toutefois, au regard des résultats obtenus, il n'est pas jugé nécessaire, à ce stade, de poursuivre des démarches au-delà de ces investigations.

Au regard des résultats d'analyse, notamment issus de l'eau du réseau d'eau potable, il est néanmoins demandé à l'exploitant de maintenir une surveillance des émissions PFAS dans son rejet aqueux et de l'eau entrée usine à une fréquence de deux fois par an.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en œuvre du plan d'actions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/04/2024, article 1 – point 1				
Thème(s) : Risques chroniques, Détermination sous-activité et produits utilisés				
Prescription contrôlée : La société Produits Plastiques Performants - 3P, dont le siège social est situé Rue de l'Etoile à LANGRES (52200) transmet à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté un plan d'action pour son site de LANGRES visant à : - déterminer précisément les sous-activités et produits utilisés dans son process qui pourraient être à l'origine des émissions de PFAS, y compris - dans la mesure du possible - par le passé ;				
Constats : La société 3P précise qu'elle n'achète pas, ne transforme pas et ne produit pas de PFAS. L'exploitant précise dans son courrier du 24 mai 2024 que l'établissement transforme et utilise des fluoropolymères dit PFOA Free (sans PFOA) et qu'à sa connaissance les substances PFOS ne sont pas utilisées dans la fabrication des fluoropolymères utilisés dans le process de fabrication. Le jour de la visite, l'exploitant a apporté des informations complémentaires sur les diverses démarches menées en interne. Des recherches de PFAS ont été réalisées sur 2 matières premières les plus utilisées (poudres) ainsi que sur des emballages (4 types de cartons différents dont un gobelet carton). Les analyses réalisées sur les poudres ne montrent pas de détection PFAS. Concernant les analyses faites sur les cartons, les 4 cartons montrent une détection de substances PFAS.				
	Carton 1 CGF21 µg/kg de MS	Carton 2 PMX µg/kg de MS	Carton 3 – carton expédition µg/kg de MS	Carton 4 – gobelet µg/kg de MS
PFOS	3,18	1	2,88	<50
PFHpA	0,87	<50	0,71	<50
PFUdA	<50	<50	12,7	0,91
PFDodA	<50	<50	1,54	<50
Ces analyses montrent que les matières cartonnées peuvent être source de substances PFAS, notamment en PFOS. Certains de ces cartons ont un revêtement plastifié et sont également traités anti-humidité. A noter que les substances PFAS identifiées pour ces cartons ne sont pas celles détectées dans le rejet aqueux de l'établissement. En parallèle, il a été identifié 4 points de collecte d'effluent dans l'usine en amont du point de rejet final. Des analyses de recherche PFAS ont été réalisées en ces points. Les résultats montrent que le point situé en extérieur du bâtiment (A1), qui collecte les eaux de ruissellement où sont stockés les déchets (cartons, plastiques, fûts vides), présente une détection de PFAS. Par ailleurs, l'exploitant avait constaté que la présence de PFAS dans son rejet pouvait être également liée à des événements pluvieux.				
Type de suites proposées : Sans suite				

N° 2 : Mise en œuvre du plan d'actions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/04/2024, article 1 -point 2
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan incidents survenus
Prescription contrôlée : La société Produits Plastiques Performants - 3P, dont le siège social est situé Rue de l'Etoile à LANGRES (52200) transmet à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté un plan d'action pour son site de LANGRES visant à : - Réaliser un bilan des incidents majeurs répertoriés ayant eu lieu sur le site au cours des 10 dernières années et ayant impliqués l'usage de mousse anti-incendie;
Constats : L'exploitant précise dans son courrier du 24 mai 2024 que le site n'a pas répertorié d'incident majeur ayant impliqué l'utilisation de mousse anti-incendie. Par ailleurs, il est souligné qu'un départ de feu sur un des fours a nécessité l'intervention des pompiers, le 5 février 2023, pour lequel l'extinction de l'incendie a été réalisé par de l'eau. Selon l'exploitant, il n'y a pas eu de mousse anti-incendie d'utilisée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mise en œuvre du plan d'actions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/04/2024, article 1 -point 3
Thème(s) : Risques chroniques, analyse du process de fabrication
Prescription contrôlée : La société Produits Plastiques Performants - 3P, dont le siège social est situé Rue de l'Etoile à LANGRES (52200) transmet à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté un plan d'action pour son site de LANGRES visant à : - réaliser, dans les meilleurs délais, une campagne d'analyse des eaux de process au plus près des sources potentielles d'émissions de PFAS ;
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant précise qu'une analyse sur l'eau en entrée du site est réalisée en parallèle de l'analyse faite au niveau du rejet aqueux. Les résultats n'ont pas montré de détection PFAS jusqu'à l'analyse du 10 juillet 2025 où 5 substances PFAS sont identifiées avec la détection d'AOF (cf résultats au point de contrôle suivant). A noter que l'eau utilisée par la société 3P est issue du réseau d'eau potable et elle ne sert qu'au fonctionnement des machines (mise en pression, refroidissement de presse). Il n'y a pas de contact avec le produit. Au regard des derniers résultats obtenus, il convient de poursuivre la surveillance sur l'eau en entrée du site deux fois par an. Par ailleurs, les résultats de surveillance en ce point sont également à déclarer dans l'application GIDAF.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mise en œuvre du plan d'actions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/04/2024, article 1 -point 4

Thème(s) : Risques chroniques, surveillance émission PFAS

Prescription contrôlée :

La société Produits Plastiques Performants - 3P, dont le siège social est situé Rue de l'Etoile à LANGRES (52200) transmet à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté un plan d'action pour son site de LANGRES visant à :

- mettre en place une surveillance temporaire des émissions de PFAS, basée sur les modalités de la campagne déjà mise en œuvre dans l'attente, le cas échéant, de la résorption éventuelle de ces émissions.

Constats :

Le suivi est réalisé au point de rejet final du site qui collecte les eaux de process (eaux utilisées pour le refroidissement des presse, mise en pression des machines) et les eaux pluviales de ruissellement de la zone de stockage des déchets et de déchargement/chargement des camions. Les effluents passent par un déshuileur-débourbeur avant rejet dans Le Julien.

L'exploitant a également réalisé et transmis une recherche PFAS sur son eau de process en date du 10 juillet 2025. Une analyse a également été réalisée, à la même date, au point intermédiaire A1, en amont du point de rejet et qui collecte la zone déchets cartons/plastiques.

Les résultats obtenus concernant la surveillance des émissions de PFAS, sur la période 2024 et 2025, dans le rejet aqueux de l'établissement, sont les suivants :

	Juillet 2024 Rejet milieu (Julien)	Octobre 2024 Rejet milieu (Julien)	Novembre 2024 Rejet milieu (Julien)	Décembre 2024 Rejet milieu (Julien)	Juillet 2025 Rejet milieu (Julien)	Point interne, amont rejet – A1 – Juillet 2025	Eau potable process juillet 2025
AOF	< 2 µg/l	< 2 µg/l	6,6 µg/l 0,99 g/j	4,3 µg/l 0,344 g/j	< 2 µg/l	6,8 µg/l	< 2 µg/l
PFOA	0,17 µg/l 0,034 g/j	-	-	-	-		
PFdOA					0,11 µg/l 0,0253 g/j	0,12 µg/l	0,12 µg/l
PFNS					0,16 µg/l 0,0368 g/j	0,26 µg/l	0,30 µg/l
PFDS					0,13 µg/l 0,0299 g/j	0,14 µg/l	0,13 µg/l
PFUnDS					0,2 µg/l 0,046 g/j	0,18 µg/l	0,20 µg/l
PFUnA					< 10 µg/l	0,14 µg/l	0,11 µg/l
Total PFAS					0,6 µg/l 0,138 g/j	0,84 µg/l	0,86 µg/l

La dernière mesure réalisée montre la détection de PFAS et AOF dans le rejet de l'établissement mais aussi dans l'eau de process en entrée du site ainsi qu'au point intermédiaire A1. Il s'agit des mêmes substances identifiées. Il est noté que les concentrations restent inférieures à 1 µg/l.

L'exploitant réalise la surveillance de son rejet deux fois par an.

La prochaine mesure est programmée en avril 2026.

Il est noté que le déshuileur-débourbeur fait l'objet d'un entretien annuel. Le dernier entretien a été réalisé le 11 août 2025. L'eau et les boues pompées ont été envoyées en filière de traitement adaptée.

Au regard des résultats il convient de maintenir une surveillance des émissions PFAS dans le rejet aqueux de l'établissement ainsi que sur l'eau de process en entrée du site deux fois par an. La fréquence pourra faire l'objet d'une ré-évaluation selon les prochains résultats obtenus.

Type de suites proposées : Sans suite